



Agence MCA-Morocco

Pour le compte du :

Gouvernement du Royaume du Maroc

SÉLECTION D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL

Assistance au maître d'ouvrage pour le suivi et la supervision de la mise en œuvre de la sous-activité « évaluation des acquis des élèves et des performances scolaires »

ICS/MCA-M/ES-35/Compact

Août 2019

Table des matières

- 1. Lettre d’invitation**
- 2. Termes de référence**
- 3. Critères d’évaluation**
- 4. Pièces du dossier de proposition**
 - 4.1 Demande/Lettre de couverture
 - 4.2 Curriculum Vitae
 - 4.3 Formulaire de soumission de la Proposition financière

Conditions du Contrat et Contrat

- Appendice A : Description des services et Rapports
- Appendice B : Curriculum vitae de l’expert
- Appendice C : Coordonnées bancaires du Consultant
- Appendice D : Conditions financières

1. Lettre d'invitation

Rabat, Maroc le 15 août 2019

Assistance au maître d'ouvrage pour le suivi et la supervision de la mise en œuvre de la sous-activité « évaluation des acquis des élèves et des performances scolaires »

Le gouvernement du Royaume du Maroc a conclu, le 30 novembre 2015, un deuxième programme de coopération (Compact II) avec le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, représenté par Millennium Challenge Corporation (MCC) et ce, dans l'objectif de rehausser la qualité du capital humain et d'améliorer la productivité du foncier.

Le budget alloué par MCC à ce programme de coopération s'élève à 450 millions de dollars, auquel s'ajoute une contribution du gouvernement marocain d'une valeur équivalente à 15% au moins de l'apport américain.

Le montant global financera, sur une période de cinq ans, deux projets :

- Projet « Éducation et formation pour l'employabilité » qui a pour objectif d'améliorer l'employabilité des jeunes à travers l'amélioration de la qualité, de la pertinence et de l'accès équitable à l'éducation secondaire et à la formation professionnelle et ce, afin de mieux répondre aux besoins du secteur privé.
- Projet « Productivité du foncier » qui vise à accroître la productivité du foncier et de l'investissement privé.

Description de l'activité « Éducation Secondaire »

Dotée d'un budget de **112,6 M USD**, l'activité « Éducation Secondaire » est l'une des deux activités du projet « Éducation et Formation pour l'Employabilité » qui s'inscrit dans le cadre du programme du Compact II. Cette activité est conçue principalement afin d'accroître l'employabilité des jeunes marocains en améliorant la qualité et la pertinence des apprentissages ainsi que l'équité d'accès à l'enseignement secondaire (collégial et qualifiant). Elle est composée de trois sous activités :

- **Mise en place d'un « Modèle Intégré d'Amélioration des Établissements de l'Enseignement Secondaire (MIAES) »** (97,9 M USD) : qui met l'accent en particulier sur le projet d'établissement intégré (PEI) ; la contractualisation des performances ; l'appui intégré en matière de gestion, pédagogie et infrastructures et le renforcement des capacités tout en veillant au respect de l'approche participative et de l'approche genre et inclusion sociale (GIS) ;
- **Renforcement du système d'information Massar et de l'évaluation des acquis des élèves** (7,6 M USD) ;
- **Développement d'une nouvelle approche d'entretien et de maintenance (O&M) des infrastructures et des équipements scolaires** (7,1 M USD).

Les actions d'appui prévues dans le cadre de l'activité Éducation secondaire, en particulier la

composante MIAES, seront déployées dans 90 **collèges et lycées**, répartis sur trois régions du Royaume **Tanger-Tétouan-Al Hoceima, Fès-Meknès et Marrakech-Safi**.

Cette Lettre d'invitation vient compléter l'Avis général de passation des marchés qui a été publié sur dgMarket et la presse locale le 13 février 2019, et dans la base de données en ligne UN Development Business (« UNDB ») le 14 février 2019.

Résumé des services :

L'Agence MCA-Morocco invite par la présente les Consultants individuels, éligibles à fournir une prestation d'**Assistance au maître d'ouvrage pour le suivi et la supervision de la mise en œuvre de la sous-activité « évaluation des acquis des élèves et des performances scolaires**», à soumettre une proposition technique et une proposition financière à cet effet.

Durée du Contrat

La durée du contrat est de 12 mois pour la période de base, 12 mois pour la première période optionnelle et de 6 mois pour la deuxième période optionnelle et ce à partir de la date de la notification de l'ordre de service de commencement de la mission. Les périodes optionnelles pourront être confiées au consultant sous réserve de l'entière satisfaction de MCA-Morocco de ses prestations et selon la disponibilité des fonds.

Les qualifications requises du Consultant individuel sont comme suit :

- Un diplôme universitaire niveau master ou PHD, en économie, gestion, sciences de l'éducation ou évaluation.
- Une expérience de plus de 10 ans notamment dans la réalisation, l'accompagnement et le pilotage de grands programmes nationaux ou internationaux d'évaluation des acquis des élèves, des performances des enseignants et des établissements.
- Une maîtrise du français (oral et écrit). De bonnes aptitudes en arabe et en anglais seront un atout.

Procédure de sélection : Les Consultants seront sélectionnés conformément aux procédures de sélection des Consultants individuels définies dans les Directives en matière de Passation des marchés du Programme de MCC (Section P.1.B.3.10 du PPG) disponibles sur le site web de la MCC (www.mcc.gov).

Le processus de sélection comprend trois étapes :

- Une première étape de sélection sur la base du CV, les qualifications et l'expérience les plus appropriées en se basant sur les critères énoncés dans la présente lettre d'invitation ;
- A la discrétion de l'Agence MCA-Morocco, et si nécessaire, une deuxième étape d'entretien. Le(s) consultant(s) qualifié(s) à l'issue de la première étape, sera(ont) invité(s) à un entretien pour confirmer ses (leurs) qualifications et son (leur) aptitude à mener à bien la mission ;
- La troisième étape consistant en l'analyse de la proposition financière du Consultant

retenu après les étapes précédentes.

L'attribution du contrat sera faite sous réserve de négociations fructueuses et d'une analyse du caractère raisonnable du prix.

Les Consultants individuels intéressés sont invités à soumettre **leur proposition technique** (comprenant les deux formulaires : **Demande/Lettre de couverture, CV**) et **leur proposition financière (Formulaire de soumission de la proposition financière)** dans des fichiers séparés. Les propositions doivent être déposées dans le lien : <https://www.dropbox.com/request/T01lgeJQ3hevT5e0U9uc>, au plus tard le **13 septembre 2019 à 15h00mn.**

L'offre financière doit rester valide 60 jours après la date limite de soumission sus-indiquée.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

Pour l'**Agence MCA-Morocco** :

M. Abdelghni LAKHDAR

2. Termes de référence

Assistance au maître d'ouvrage pour le suivi et la supervision de la mise en œuvre de la sous-activité « évaluation des acquis des élèves et des performances scolaires »

Liste des abréviations :

MCC : Millennium Challenge Corporation.

MCA-Morocco: Millennium Challenge Account Morocco.

MIAES : Modèle Intégré d'Amélioration des Établissements de l'Enseignement Secondaire.

PEI : Projet d'Établissement Intégré.

GIS : Genre et Inclusion Sociale.

PAGIS : Plan d'Action Genre et Inclusion Sociale.

A.T : Assistance Technique.

TDR : Termes de Référence.

PNEA : Programme National d'Évaluation des Acquis.

PISA : Programme for International Student Assessment : Programme International d'Évaluation des Élèves.

INE : Instance Nationale de l'Évaluation.

DSSP : Direction de la Stratégie, des Statistiques et de la Planification.

CNEEO : Centre National d'Évaluation, des Examens et de l'Orientation.

AREF : Académie Régionale de l'Éducation et de la Formation.

MENFPESRS/DEN : Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique / Département de l'Éducation Nationale.

Table des matières

1. Contexte	8
1.1. Cadre général de l'assistance technique	8
1.2. Description de l'activité "Éducation Secondaire"	8
1.3. Contenu et objectifs de la sous-composante	9
2. Rappel sur les réalisations relatives à cette sous-composante	9
3. Objectifs de la présente assistance technique	9
4. Étendue de l'assistance technique	10
5. Description des responsabilités du consultant	10
5.1. Responsabilités générales	10
5.2. Responsabilités spécifiques	11
6. Qualifications du consultant	12
7. Durée, niveau d'effort estimé, livrables et paiement.....	12
8. Documents mis à la disposition du consultant contractant	13
9. Confidentialité.....	13
10. Déplacement	14

1. Contexte

1.1. Cadre général de l'assistance technique

La Millennium Challenge Corporation et le Gouvernement du Royaume du Maroc ont signé un deuxième programme de coopération (Compact II) le 30 Novembre 2015, d'un budget de 450 millions de dollars US (« Financement MCC »), auquel s'ajoute une contribution du Gouvernement du Maroc de 15% au minimum, destiné à contribuer à la réduction de la pauvreté par la croissance économique au Maroc.

L'Agence MCA-Morocco est l'entité chargée par le Gouvernement marocain de coordonner et d'exécuter le Programme du Compact. Désignée comme Entité Responsable, cette agence établit et signe les contrats et a la responsabilité de garantir la mise en œuvre adéquate du Programme.

Ce Compact comprend :

- Projet « Éducation et formation pour l'employabilité » qui a pour objectif d'améliorer l'employabilité des jeunes à travers l'amélioration de la qualité, de la pertinence et de l'accès équitable à l'éducation secondaire et à la formation professionnelle et ce, afin de mieux répondre aux besoins du secteur privé.
- Projet « Productivité du foncier » qui vise à accroître la productivité du foncier et de l'investissement privé.

1.2. Description de l'activité "Éducation Secondaire"

Dotée d'un budget de **112,6 M USD**, l'activité « Éducation Secondaire » est l'une des deux activités du projet « Éducation et Formation pour l'Employabilité » qui s'inscrit dans le cadre du programme du Compact II. Cette activité est conçue principalement afin d'accroître l'employabilité des jeunes marocains en améliorant la qualité et la pertinence des apprentissages ainsi que l'équité d'accès à l'enseignement secondaire (collégial et qualifiant). Elle est composée de trois sous activités :

- **Mise en place d'un « Modèle Intégré d'Amélioration des Établissements de l'Enseignement Secondaire (MIAES) »** (97,9 M USD) : qui met l'accent en particulier sur le projet d'établissement intégré (PEI) ; la contractualisation des performances ; l'appui intégré en matière de gestion, pédagogie et infrastructures et le renforcement des capacités tout en veillant au respect de l'approche participative et de l'approche genre et inclusion sociale (GIS) ;
- **Renforcement du système d'information Massar et de l'évaluation des acquis des élèves** (7,6 M USD) ;
- **Développement d'une nouvelle approche d'entretien et de maintenance (O&M) des infrastructures et des équipements scolaires** (7,1 M USD).

Les actions d'appui prévues dans le cadre de l'activité Éducation secondaire, en particulier la composante MIAES, seront déployées dans 90 **collèges et lycées**, répartis sur trois régions du Royaume **Tanger-Tétouan-Al Hoceima, Fès-Meknès et Marrakech-Safi**.

1.3. Contenu et objectifs de la sous-composante « évaluation des acquis des élèves »

Dotée d'un budget de près de **3,8 M USD**, la sous-composante «évaluation des acquis et des performances scolaires» est conçue dans le but d'appuyer le Maroc à développer, à planifier et à implémenter des évaluations nationales rigoureuses, à préparer sa participation à des évaluations internationales et à mettre en œuvre des mécanismes d'exploitation de leurs résultats dans le processus décisionnel et celui opérationnel, dans une perspective d'amélioration continue du système national d'éducation et de la qualité des apprentissages des élèves.

À noter que les objectifs de cette sous composante sont parfaitement alignés sur ceux de la vision stratégique 2015-2030 de la réforme éducative notamment du projet 13 qui porte sur la rénovation des systèmes d'évaluation, d'examen, et d'orientation scolaire professionnelle.

2. Rappel sur les réalisations relatives à cette sous-composante

À l'effet de définir de manière détaillée, et concertée avec le ministère concerné, le contenu de la sous-composante, MCA-Morocco a signé un contrat d'assistance technique avec un consultant individuel le 24 octobre 2016 (sous référence ED-05). L'assistance technique a été sollicitée à l'effet d'identifier les besoins d'amélioration et d'évolution du système d'évaluation marocain et de proposer, par conséquent, un design et un budget détaillés ainsi qu'un plan quinquennal pour la mise en œuvre de cette sous-composante.

Le tableau ci-après expose brièvement les phases constituant cette première A.T, les livrables ainsi que la durée indicative de chaque phase :

Phases	Livrables	Durée
Phase I : Mobilisation	- Note méthodologique	1 mois
Phase II : État des lieux et propositions stratégiques de développement du système d'évaluation	- Rapport d'état des lieux incluant l'analyse du système, les comparaisons internationales ainsi que les propositions stratégiques d'amélioration.	2 mois
Phase III : Élaboration du design détaillé du système d'évaluation	- Design détaillé de la sous composante évaluation.	2 mois
Phase IV : Plan d'action quinquennal	- Plan d'action quinquennal. - Termes de références pour les autres assistances techniques nécessaires.	1 mois

3. Objectifs de la présente assistance technique

La présente assistance technique vient pour appuyer les futures étapes de la mise en œuvre du plan d'action de la sous-composante au cours de la période de son exécution et ce, en assurant :

- Une communication efficace autour des différentes tâches programmées.

- Un suivi rigoureux et ponctuel de l'exécution des actions d'appui proposées dans le cadre de cette sous-composante, avec les parties prenantes et avec les consultants engagés et chargés de cette mission.
- Une supervision efficace des différentes consultations liées à la mise en œuvre de cette sous-composante.

Avant d'entamer la mise en œuvre des actions d'appui envisagées pour mettre en œuvre cette sous-composante qui sont proposées par la première A.T, une révision et une amélioration des TDR des consultations y afférentes, sont demandées au consultant.

4. Étendue de l'assistance technique

L'appui envisagé dans le cadre de cette consultation concerne un appui à MCA-Morocco dans la mise en œuvre de la sous-composante en question tant au niveau central du MENFPESRS/DEN qu'au niveau régional et provincial (AREF/DP) ainsi qu'au niveau local (établissement scolaire).

Au niveau central, le consultant est amené à accompagner et à soutenir MCA-Morocco dans les phases de préparation, de lancement et d'attribution des différentes consultations liées à la mise en œuvre de cette sous-composante et proposées par le design livré par la première A.T.

Il est appelé à suivre et à superviser, que ce soit au niveau central, régional, provincial ou local, toutes les activités relatives à la mise en œuvre de cette sous-composante et à assurer une conformité des livrables avec les exigences des contrats signés avec les différents consultants recrutés par MCA-Morocco.

Tout au long de cette assistance, le consultant doit tenir compte de la dimension Genre et Inclusion Sociale (GIS) en se référant au Plan d'Action Genre et Inclusion Sociale (PAGIS) de MCA, à la politique genre¹ et aux directives opérationnelles genre de MCC². Le Consultant s'attache notamment au renforcement des capacités pour la collecte et l'utilisation des données désagrégées selon le genre et l'origine sociale ainsi qu'au développement d'évaluation et d'analyse fondées également sur le genre et l'origine sociale.

Le consultant s'engage à collaborer avec l'équipe Suivi et Évaluation (S&E) de MCA-Morocco et à tenir compte du Plan S&E de MCA-Morocco notamment les obligations de MCA-Morocco y afférent. Le consultant s'engage également à collaborer avec le cabinet qui mène l'évaluation indépendante de l'activité « Éducation Secondaire ».

5. Description des responsabilités du consultant

5.1. Responsabilités générales

Dans le cadre de la présente mission, le consultant sera responsable de donner l'assistance technique nécessaire à l'équipe projet de MCA-Morocco dans le suivi et la supervision technique de la mise en œuvre de la sous-composante « évaluation des acquis et des performances scolaires ».

¹ <https://assets.mcc.gov/content/uploads/2017/05/mcc-policy-gender.pdf>

² <https://assets.mcc.gov/content/uploads/2017/05/guidance-2011001054001-genderintegration.pdf>

5.2. Responsabilités spécifiques

Plus précisément, durant cette mission de suivi et de supervision, le consultant sera amené à :

- ✓ Réviser, affiner et recadrer les TDR des consultations jugées nécessaires pour mettre en œuvre cette sous-composante et proposées par la première A.T ;
- ✓ Être membre des panels d'évaluation des offres soumises pour exécuter les consultations qui seront lancées par MCA-Morocco afin de mettre en œuvre cette sous-composante, si la direction projet Éducation Secondaire le demande ;
- ✓ Vérifier la conformité technique des prestations par rapport aux termes et spécifications contractuels et s'assurer de la qualité des livrables et des prestations avant leur validation ou réception ;
- ✓ Soutenir l'Équipe du Projet de MCA-Morocco, afin de communiquer clairement aux cabinets/consultants recrutés certains aspects spécifiques de révision des livrables ou d'amélioration des activités et ce, pour garantir la qualité requise ;
- ✓ Examiner les livrables et rédiger des fiches de synthèse de ces livrables. Ces fiches doivent être accompagnées par l'avis du Consultant sur tous les points abordés par les livrables, notamment leur conformité aux termes de références et aux tâches confiées aux cabinets/consultants, leur faisabilité et leur adaptabilité par rapport au contexte national ;
- ✓ S'assurer que les livrables incluent les observations soulevées par la Direction du projet et par les différentes parties prenantes du projet. Faire, le cas échéant, des propositions d'amélioration par rapport aux solutions ou recommandations émises par le cabinet/consultant mandaté par MCA-Morocco ; et recommander, en conséquence, à la Direction du projet d'accepter ou de rejeter les livrables en question ;
- ✓ Appuyer la Direction de l'Éducation Secondaire dans sa communication avec son partenaire MCC concernant la revue des livrables, et consolider, à cet effet, les observations de MCC avec celles des équipes de MCA-Morocco aux fins de leur intégration dans les livrables produits ;
- ✓ Assurer une supervision périodique de la mise en œuvre de la sous composante et soumettre, à ce titre, à MCA-Morocco des rapports trimestriels de supervision tout en mettant en exergue les contraintes et les risques entravant le bon déroulement de l'exécution et en formulant des recommandations et des propositions stratégiques et opérationnelles de recadrage ;
- ✓ Appuyer, en cas de demande par l'équipe projet de MCA-Morocco, à la supervision de l'avancement des activités relatives à la sous-composante du projet à travers des missions de terrain ;
- ✓ Se référer au Plan d'Action Genre et Inclusion Sociale (PAGIS) pour l'intégration et le suivi des aspects GIS dans la mise en œuvre de la sous-composante « évaluation des acquis des élèves ».

6. Qualifications du consultant

Les missions relatives à la réalisation de cette assistance technique nécessitent le recrutement d'un(e) expert(e) avec des compétences confirmées dans la conception et la mise en œuvre des systèmes d'évaluation des acquis des élèves, des performances des enseignants et des établissements scolaires, il doit disposer du profil suivant :

- Un diplôme universitaire niveau master ou PHD, en économie, gestion, sciences de l'éducation ou évaluation.
- Une expérience de plus de 10 ans notamment dans la réalisation, l'accompagnement et le pilotage de grands programmes nationaux ou internationaux d'évaluation des acquis des élèves, des performances des enseignants et des établissements.
- Une maîtrise du français (oral et écrit). De bonnes aptitudes en arabe et en anglais seront un atout.

7. Durée, niveau d'effort estimé, livrables et paiement

Les tâches objet de cette assistance technique seront réalisées en **3 (trois) périodes** sur **une durée totale de 30 (trente) mois** à compter de la date de la notification de l'ordre de service du commencement de la mission de consultation, avec un **niveau d'effort global** de l'ordre de **190 jours/homme** :

- **Période de base** d'une durée de **12 (douze) mois** avec un **niveau d'effort** de l'ordre de **100 jours/homme** ;
- **Période optionnelle 1** d'une durée de **12 (douze) mois** avec un **niveau d'effort** de l'ordre de **60 jours/homme** ;
- **Période optionnelle 2** d'une durée de **6 (six) mois** avec un **niveau d'effort** de l'ordre de **30 jours/homme** ;

À la discrétion de MCA-Morocco, et 1 (un) mois avant la fin de chaque période, il sera annoncé au consultant, par un ordre de service, la poursuite de l'exécution de ce contrat pour les périodes qui suivent sous réserve de la disponibilité des fonds.

Le consultant soumettra une demande de paiement, après validation des livrables y afférents par MCA-Morocco. Le consultant pourrait être appelé à fournir à MCA-Morocco un état d'avancement des travaux et des recommandations pour le bon déroulement des actions d'appui chaque fois que si nécessaire. Pour chacune des tâches décrites ci-haut, le consultant est amené à réagir avec toute la célérité requise.

Le délai de validation des livrables spécifié par l'Agence MCA-Morocco est de **10 jours calendaires**, à partir de la date de remise dudit livrable. Le consultant devrait répondre également dans un délai de **5 jours calendaires** à toutes les remarques formulées. Ainsi, la date de réception de la version validée d'un livrable est considérée comme date de réception effective de celui-ci.

Les livrables à fournir et les paiements à réaliser après leur validation sont présentés au niveau du tableau ci-après :

Livrable	Délais du rendu y compris les délais de validation (après la date de mobilisation)	% de paiement par période
Période de base		
Rapport de suivi et de supervision -1-	3 mois	25%
Rapport de suivi et de supervision -2-	6 mois	25%
Rapport de suivi et de supervision -3-	9 mois	25%
Rapport de suivi et de supervision -4-	12 mois	25%
Période optionnelle 1		
Rapport de suivi et de supervision -1-	15 mois	25%
Rapport de suivi et de supervision -2-	18 mois	25%
Rapport de suivi et de supervision -3-	21 mois	25%
Rapport de suivi et de supervision -4-	24 mois	25%
Période optionnelle 2		
Rapport de suivi et de supervision -1-	27 mois	50%
Rapport de suivi et de supervision -2-	30 mois	50%

8. Documents mis à la disposition du consultant contractant

Le commanditaire ainsi que ses partenaires (l'INE, le MENFPESRS (CNEEO), les AREF, les directions provinciales et les établissements concernés) mettent à la disposition du consultant l'ensemble des documents nécessaires à la réalisation de sa mission notamment les rapports, les comptes rendus, les guides, les canevas, les contrats, etc., qu'ils jugent opportuns, sous réserve d'une clause de confidentialité. Le commanditaire intervient pour éviter tout blocage d'accès à la documentation et à l'information.

MCA-Morocco lui fournit, par ailleurs, le document du design détaillé de l'activité « Éducation Secondaire » du Compact II, les TDR et les livrables de la première A.T réalisée pour préciser le contenu de la sous-composante « évaluation des acquis et des performances scolaires » ainsi que le Plan d'Action Genre et Inclusion Sociale (PAGIS) adopté par MCA-Morocco. Pour ce qui est des moyens logistiques permettant d'assurer le bon déroulement des différentes missions, ils sont à la charge totale du consultant.

9. Confidentialité

Le titulaire du contrat objet de la présente assistance est tenu au secret professionnel pendant toute la durée du contrat et après son achèvement, quant aux informations et documents recueillis ou portés à sa connaissance à l'occasion de sa mission. Sans autorisation préalable du commanditaire, il ne peut communiquer à des tiers, la teneur de ces renseignements et documents. De plus, il ne peut faire un usage préjudiciable au commanditaire des renseignements qui lui sont fournis pour accomplir sa mission. Il est spécifié que les résultats des investigations effectuées dans le cadre de la présente mission restent la propriété du commanditaire et de MCC. Ils peuvent en faire usage

autant qu'ils le jugent nécessaire.

10. Déplacement

Certaines tâches de cette consultation peuvent nécessiter des déplacements éventuels aux trois régions TTH, FM et MS bénéficiaires du projet Éducation Secondaire, ces déplacements (i) Sont initiés par le consultant et/ou le commanditaire et (ii) Seront au nombre de quatre au maximum par période (de trois jours maximums pour chacun).

Le consultant doit donc être disposé à cette mobilité.

3. Critères d'évaluation

Pour être qualifié, le Consultant doit avoir un score technique au moins égal à 75 points. Le Consultant conforme ayant obtenu la meilleure note selon le rapport d'évaluation sera recommandé pour la négociation de sa Proposition financière en vue de la signature du contrat. Si l'Agence MCA-Morocco et le Consultant classé premier ne parviennent pas à conclure un accord sur le Contrat, l'Agence mettra fin à la négociation et le Consultant classé deuxième sera invité à négocier le contrat.

La sélection du Consultant individuel reposera sur les critères ci-après :

Aspects évalués	Critères	Points accordés
Diplôme(s)	Diplôme universitaire niveau master ou PHD, en économie, gestion, sciences de l'éducation ou évaluation.	30 points
Expériences professionnelles	Une expérience de plus de 10 ans notamment dans la réalisation, l'accompagnement et le pilotage de grands programmes nationaux ou internationaux d'évaluation des acquis des élèves, des performances des enseignants et des établissements.	60 points
Aptitudes de communication	Maîtrise du français (oral et écrit). De bonnes aptitudes en arabe et en anglais seront un atout.	10 points

4. Formulaires du dossier de proposition

DEMANDE/LETTRE DE COUVERTURE

[Lieu, Date]

M. Abdelghni Lakhdar

Agence MCA-Morocco

Complexe administratif et culturel de la Fondation Mohammed VI des œuvres sociales
de l'Education - Formation, Avenue Allal EL FASSI- Madinat AL IRFANE, Rabat- Maroc

Objet : Assistance au maître d'ouvrage pour le suivi et la supervision de la mise en œuvre de la sous-activité « évaluation des acquis des élèves et des performances scolaires »

N° de référence : **ICS/MCA-M/ES-35/Compact**

Madame/Monsieur,

Je, soussigné(e), propose de fournir les services de consultation pour la mission susmentionnée conformément à la Lettre d'invitation en date du [insérer la date].

Je sou mets par la présente mes qualifications, y compris la dernière mise à jour de mon Curriculum Vitae, qui contient entre autres le descriptif de mes missions précédentes et références pertinentes accompagnées des coordonnées complètes.

Je déclare par la présente que toutes les informations et déclarations contenues dans ce document sont véridiques et correctes. J'accepte que toute mauvaise interprétation contenue dans ce document puisse entraîner ma disqualification.

J'atteste par la présente que je ne participe pas à des activités interdites, ni ne facilite ou ne permets de telles activités, ainsi que décrites dans la Quinzième partie des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de MCC, et que je ne participerai pas auxdites activités, ni ne les faciliterai ou ne les permettrai pendant toute la durée du Contrat. Par ailleurs, je m'engage, par la présente, à ne pas tolérer les activités interdites décrites dans la Quinzième partie des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de MCC. Enfin, je reconnais que la participation à de telles activités serait un motif valable de suspension ou de cessation d'emploi ou de résiliation du Contrat. J'atteste en outre que je suis éligible à l'attribution d'un Contrat financé par MCC en vertu des dispositions de la Dixième partie des Directives relatives à la Passation des marchés du

Programme de MCC.

Si les négociations se déroulent pendant la période initiale de validité de l'offre financière, je m'engage à négocier sur la base de ma disponibilité pour la mission.

Ma soumission est sujette à des modifications découlant des négociations contractuelles.

Je m'engage, si ma proposition est acceptée, à initier les services de consultation à la date indiquée dans la Lettre d'invitation.

Il est entendu que vous n'êtes pas tenus d'accepter les offres que vous pourriez recevoir.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sincères salutations.

[Signataire autorisé]

[Nom et titre du Signataire autorisé]

[Email et numéro de téléphone du Signataire]

FORMULAIRE DE CURRICULUM VITAE (CV)

Nom	[Insérer le nom et le prénom]			
Date de naissance	[Insérer la date de naissance]			
Nationalité	[Insérer la nationalité]			
Coordonnées de contact :				
Adresse email :	[Insérer l'adresse email]			
Numéro de téléphone :	[Insérer le numéro de téléphone]			
Éducation	[Indiquer les études post-secondaires/universitaires et autres formations spécialisées, en indiquant le nom des établissements, les diplômes obtenus et les dates d'obtention].			
Affiliation à des associations professionnelles	[Insérer informations]			
Autres formations	[Indiquer la formation postdoctorale et autres types de formation le cas échéant]			
Expérience internationale	[Citer les pays où le Consultant a travaillé au cours des dix dernières années]			
Langues	[Pour chaque langue, indiquer le niveau de compétence : excellent, bon, moyen ou faible à l'oral, à la lecture et à l'écrit]			
	Langue	Parlé	Lu	Écrit
Parcours professionnel	[En commençant par le poste occupé actuellement, énumérez dans l'ordre inverse tous les emplois occupés par le Consultant depuis l'obtention du diplôme, en indiquant pour chaque emploi (voir le format ci-dessous) : les dates d'embauche, nom de l'organisme employeur, postes occupés].			
	De [mois] [année] :		À [mois] [année] :	
	Employeur :			
	Poste(s) occupé(s) :			

Travaux accomplis qui illustrent le mieux son aptitude à effectuer les tâches assignées	[Parmi les tâches auxquelles le Consultant a participé, indiquer les informations suivantes concernant les tâches qui illustrent le mieux sa capacité à accomplir les tâches énumérées dans la Lettre d'invitation]	
	Intitulé de la mission ou projet :	
	Année :	
	Lieu d'affectation :	
	Entité MCA	
	Principales caractéristiques du projet :	
	Poste occupé :	
	Activités exécutées :	

Références :

Fournir au moins trois attestations de bonne exécution ou trois lettres de recommandation délivrées par les superviseurs pour des missions accomplies par le Consultant. L'Agence MCA-Morocco se réserve le droit de contacter d'autres sources et de vérifier les références, en particulier pour s'informer sur les performances réalisées dans tous les projets pertinents financés par la MCC.

Certification :

Je, soussigné(e), certifie qu'à ma connaissance, le présent CV décrit correctement ma personnalité, mes qualifications et mon expérience. Je comprends que toute fausse déclaration faite intentionnellement dans le présent CV peut entraîner ma disqualification ou ma révocation, si je suis recruté.

Je, soussigné(e), déclare par la présente que j'accepte de participer à la mission susmentionnée. Je déclare en outre que je suis capable et désireux de travailler durant la période prévue susvisée dans la Lettre d'invitation.

Signature :

Date :

FORMULAIRE DE SOUMISSION DE LA PROPOSITION FINANCIÈRE

[Lieu, Date]

M. Abdelghni Lakhdar

Agence MCA-Morocco

Complexe administratif et culturel de la Fondation Mohammed VI des œuvres sociales
de l'Education - Formation, Avenue Allal EL FASSI- Madinat AL IRFANE, Rabat- Maroc

Objet : Assistance au maître d'ouvrage pour le suivi et la supervision de la mise en œuvre de la sous-activité « évaluation des acquis des élèves et des performances scolaires »

N° de référence : **ICS/MCA-M/ES-35/Compact**

Monsieur,

Après avoir examiné la Lettre d'invitation et documents connexes, j'ai le plaisir de soumettre la proposition financière ci-après pour les services à fournir :

[Inclure le profil salarial³ des trois dernières années].

[Inclure le tarif des honoraires hors frais de déplacement.]

<u>DESCRIPTION</u>	<u>TAUX BRUT EN DH PAR JOUR</u>	<u>MONTANT FORFAITAIRE BRUT</u> <u>EN DH</u>
Montant brut des honoraires (**) (sur la base d'un niveau d'effort de 100 jours / expert relatif à la période de base)		
Montant brut des honoraires (**) (sur la base d'un niveau d'effort de 60 jours / expert relatif à la période optionnelle 1)		
Montant brut des honoraires (**) (sur la base d'un niveau d'effort de 30 jours / expert relatif à la période optionnelle 2)		
Provision pour déplacement (DH)	87 945	

³ Définition du salaire – rémunération périodique de base en contrepartie de services rendus. Exclure les primes, la distribution de bénéfices, les commissions, la rémunération des heures supplémentaires, les indemnités différentielles trimestrielles ou pour poste à l'étranger, les allocations compensatrices de vie chère ou d'éducation des personnes à charge.

****Une retenue à la source de 30% pour les résidents et de 10 % pour les non-résidents sera prélevée sur les honoraires.**

Je comprends que vous n'êtes pas tenu d'accepter toute proposition que vous pourriez recevoir et qu'un contrat vous engageant ne serait conclu qu'après l'accord mutuel consécutif aux négociations finales sur la base des éléments techniques et de coûts proposés.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sincères salutations.

[Signataire autorisé]

Nom du Signataire :

5. Conditions du Contrat et Contrat



CONTRAT DE SERVICES DE CONSULTANT INDIVIDUEL

N° du Contrat _____

entre

L'Agence MCA-Morocco

et

[*Nom du Consultant*]

pour l'

Assistance au maître d'ouvrage pour le suivi et la supervision de la mise en œuvre de la sous-activité « évaluation des acquis des élèves et des performances scolaires »

En date du : ** 2019

Forme de contrat

Le présent ACCORD CONTRACTUEL (le présent « Contrat ») est conclu entre

L'Agence MCA-Morocco (MCA-Morocco »), établissement public chargé de la mise en œuvre du Compact II, sise au Complexe administratif et culturel de la Fondation Mohammed VI des œuvres sociales de l'Education-Formation, Avenue Allal EL FASSI-Madinat AL IRFANE Hay Riad, Bâtiment MCA-Morocco 4ème étage, Rabat-Maroc, ci-après dénommée " MCA-Morocco ", représentée par Monsieur Abdelghni Lakhdar, Directeur général, d'une part,

Et

d'une part et **[Nom & Prénom complet du Consultant Individuel]** (Ci-après appelé « Consultant ») d'autre part.

ATTENDU QUE l'Agence MCA-Morocco a accepté la proposition du Consultant en vue de la prestation des Services (les « Services ») dont la description figure à l'Appendice A relatif à la Description des Services, et que le Consultant est capable et désireux de fournir lesdits Services.

L'Agence MCA-Morocco et le Consultant (les « Parties ») conviennent de ce qui suit :

1. Le présent Contrat-cadre (Ci-après appelé « Contrat »), sa signification et son interprétation ainsi que les rapports entre les Parties sont régis par la Législation applicable du Royaume du Maroc.
2. Le Contrat est signé et exécuté en français, et toutes les communications, notes et modifications relatives audit Contrat doivent être faites par écrit et dans la même langue.
3. **Le montant maximum du contrat** est de *[insérer le montant et la monnaie]* brut dont *[insérer le montant et la monnaie]* brut pour les frais de transport, l'hébergement et les indemnités journalières. Le Prix maximum du contrat inclut tous les coûts liés à la mission, y compris la rémunération du Consultant (étranger et local, sur le terrain et au siège social du Consultant), les frais de transport, l'hébergement, les indemnités journalières et autres dépenses. Aucune autre rémunération n'est due au Consultant en dehors des montants prévus sur ce contrat.
Une déduction de 30% (résident) ou 10% (non-résident) sera effectuée sur le montant brut de chaque paiement au titre de la retenue d'impôt sur les revenus (IR) conformément aux articles 15, 58 et 88 du Code Général des Impôts (CGI) applicable au Maroc.

Les paiements au Consultant se feront sur le compte suivant :

4. **La durée du contrat** : La durée du contrat est de 12 mois pour la période de base, 12 mois pour la première période optionnelle et de 6 mois pour la deuxième période optionnelle à

partir de la date de la notification de l'ordre de service de commencer la mission. Le niveau d'effort global est de 190 jours/expert.

Le niveau d'effort est estimé et peut varier selon les besoins réels du projet. Le Consultant sera avisé par email constituant « ordre de service de démarrage » ou par ordre de service au moins un mois avant le début de chaque prestation.

La période optionnelle pourra être confiée au consultant sous réserve de l'entière satisfaction de MCA-Morocco de ses prestations et selon la disponibilité des fonds.

5. La validité du contrat court jusqu'au **/**/**. Le Contrat expire, d'office et sans formalité aucune, au terme de la date de validité sus-indiquée.
6. **La date de démarrage des Services** sera celle de la notification de l'ordre de service au Consultant, après la signature du présent contrat.
7. L'Agence MCA-Morocco désigne ***** comme point de contact de l'Agence pour les rapports.

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout litige, différend ou réclamation né du présent contrat ou se rapportant au présent contrat, à son exécution, à sa résolution ou à sa nullité.

A défaut d'un règlement amiable dans les 30 jours suivant la notification du différend par l'une des parties à l'autre, le litige sera tranché par voie d'arbitrage conformément à la loi marocaine n°08-05.

Les parties conviennent de recourir à l'arbitrage ad hoc assuré par un arbitre unique choisi d'un commun accord des parties. A défaut d'un tel accord, l'arbitre sera désigné par le Tribunal compétent sur requête de la partie la plus diligente.

La langue d'arbitrage est le français.

7. Les documents suivants font partie intégrante de ce Contrat :

- (a) Le Cahier des Clauses Administratives Générales (y compris l'Annexe 1 « Politique de la MCC - Fraude et Corruption, l'Annexe 2 « Annexe aux Dispositions générales »)
- (b) Appendices :
 - Appendice A : Description des services et Rapports
 - Appendice B : Curriculum vitae de l'expert
 - Appendice C : Coordonnées bancaires du Consultant
 - Appendice D : Conditions financières

SIGNÉ :

Pour le compte de et au nom de l'Agence MCA-Morocco

M. Abdelghni Lakhdar
Directeur Général
Agence MCA-Morocco

Pour le compte du Consultant,
M.

Cahier des Clauses Administratives Générales

- 1. Fraude et Corruption** La Millennium Challenge Corporation (« MCC ») exige la conformité avec sa politique concernant les actes de corruption et de fraude énoncés dans la **Pièce jointe 1**.
- 2. Divulcation des commissions et frais** MCA-Morocco exige que le Consultant rende public tous les frais, commissions et gratifications qui ont pu être payés ou qui doivent être payés aux agents ou à une quelconque partie dans le cadre du processus de sélection ou l'exécution du Contrat. L'information divulguée doit inclure au moins le nom et l'adresse de l'agent ou de l'autre partie, le montant et la devise et l'objectif des frais, commissions ou gratifications. La non-divulcation de ces commissions, gratifications et frais peut entraîner la résiliation du Contrat et/ou l'application de sanctions par la MCC.
- 3. Force majeure**
 - a. Définition** Aux fins du présent Contrat, « Force majeure » désigne un événement ou une situation qui a) n'est pas raisonnablement prévisible et échappe au contrôle raisonnable d'une Partie, et ne résulte pas d'actes, d'omissions ou de retards de la Partie invoquant ledit cas de Force majeure, (ou de toute tierce personne sur laquelle cette Partie exerce un contrôle), b) n'est pas un acte, un événement ou une situation dont cette Partie a expressément convenu d'assumer les risques ou les conséquences aux termes du présent Contrat, c) n'aurait pu être évité(e), corrigé(e) ou réparé(e) par l'exercice d'une diligence raisonnable de la part de ladite Partie, et d) rend l'exécution par ladite Partie de ses obligations au titre du présent Contrat impossible ou si peu pratique qu'elle est considérée comme impossible dans les circonstances. L'insuffisance de fonds ou l'incapacité d'effectuer un paiement exigible aux termes des présentes ne constitue pas des cas de Force majeure.
 - b. Inexécution du Contrat** Le manquement d'une Partie à l'une quelconque de ses obligations au titre du présent Contrat n'est pas considéré comme une violation ou un manquement au titre du présent Contrat dans la mesure où

cette incapacité résulte d'un cas de Force majeure, à condition que la Partie qui en est affectée

a) ait pris toutes les précautions, fait preuve de la diligence voulue et pris toutes les mesures alternatives raisonnables afin de s'assurer de l'exécution des clauses et conditions du présent Contrat et b) a informé l'autre Partie dès que possible (et au plus tard cinq (5) jours après l'événement) de la survenance d'un événement donnant lieu à l'invocation d'un cas de Force majeure.

c. Mesures à prendre

Une Partie affectée par un cas de Force majeure continue d'exécuter ses obligations au titre du présent Contrat dans la mesure du possible, et prend toutes les mesures raisonnables pour réduire au minimum et limiter les conséquences de tout cas de Force majeure.

Tout délai dans lequel une Partie doit, aux termes du présent Contrat, mener à bien une action ou une tâche est prolongé pour une période égale à la période au cours de laquelle ladite Partie n'a pas été en mesure d'exécuter cette action ou tâche en raison d'un cas de Force majeure.

Pendant la période d'incapacité d'exécuter les Services par suite d'un cas de Force majeure, le Consultant, sur instructions de MCA-Morocco, doit :

- a) se désengager, auquel cas le Consultant doit percevoir le remboursement des coûts supplémentaires raisonnables et nécessaires encourus et, si MCA-Morocco l'exige, le rétablissement des Services ; ou
- b) poursuivre la fourniture des Services dans la mesure du possible, auquel cas le Consultant continue d'être rémunéré conformément aux modalités du présent Contrat et est remboursé pour les coûts supplémentaires raisonnables et nécessaires qui ont été engagés.

En cas de désaccord entre les Parties sur l'existence ou l'étendue ainsi que la nature du cas de Force majeure, la question est réglée conformément à la clause 17 du CCAG.

4. Suspension

- 4.1 MCA-Morocco peut, moyennant préavis écrit au Consultant, suspendre tout ou partie des paiements au Consultant en vertu du Contrat si le Consultant ne parvient pas à remplir l'une quelconque de ses obligations au titre du présent

Contrat, y compris l'exécution des Services, à condition qu'un tel avis de suspension i) précise la nature du manquement auxdites obligations et ii) demande au Consultant de remédier à ce manquement dans un délai n'excédant pas sept (7) jours calendaires suivant la réception par le Consultant dudit avis de suspension ou si la MCC a suspendu les décaissements dans le cadre du Compact.

5. Résiliation

5.1. Ce Contrat peut être résilié par l'une ou l'autre des parties dans les conditions indiquées ci-après:

a. Par MCA-Morocco

5.2 MCA-Morocco peut résilier ce Contrat avec un préavis écrit d'au moins quatorze (14) jours calendaires au Consultant s'il se produit l'un quelconque des événements énoncés dans les paragraphes (a) à (e) de la présente clause :

- a) Si le Consultant ne remédie pas à une incapacité à remplir ses obligations dans le cadre du Contrat après avoir été informé par MCA-Morocco par écrit en précisant la nature de l'incapacité et en demandant qu'elle soit réglée dans au moins dix (10) jours après la réception de la note de MCA-Morocco ;
- b) Si le Consultant devient insolvable ou fait faillite ;
- c) Si le Consultant, selon l'appréciation de MCA-Morocco, s'est livré à des atteintes à l'intégrité comme définie dans la Pièce jointe 1 ou si selon l'appréciation de MCA-Morocco, maintenir le Contrat serait préjudiciable à l'intérêt ou à la réputation de MCA-Morocco ou du projet;
- d) Si MCA-Morocco, à sa seule discrétion et pour quelque raison que ce soit, décide de résilier le présent Contrat ;
- e) Si le Compact a été résilié ou si la MCC a suspendu les décaissements dans le cadre du Compact. Si le présent Contrat est suspendu en application des dispositions de la sous-clause 5.2(e) du CCAG, le Consultant a l'obligation d'atténuer tous les frais, dommages et pertes causés au détriment de MCA-Morocco au cours de la période de suspension.

**b. Par le
Consultant**

5.3 Le Consultant peut résilier le présent Contrat moyennant un avis écrit à MCA-Morocco conformément au délai indiqué ci-dessous, ledit avis devant être donné après la survenance de l'un quelconque des événements spécifiés aux paragraphes (a) à (e) de la présente sous-clause 5 du CCAG :

- (a) Si MCA-Morocco ne paie pas une somme due au Consultant en vertu du présent Contrat qui n'est pas autrement sujette à contestation en vertu des dispositions de la clause 17 du CCAG dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réception d'un avis écrit du Consultant indiquant qu'un tel paiement est en retard. Toute résiliation effectuée en vertu de la présente disposition prend effet à l'expiration d'un délai de trente (30) jours après la remise de l'avis de résiliation, à moins que le paiement faisant l'objet de l'avis de résiliation ne soit versé par MCA-Morocco au Consultant dans les trente (30) jours.
- (b) Si, en raison d'un cas de Force majeure, le Consultant est incapable d'exécuter une part importante des Services pendant une période d'au moins soixante (60) jours. La résiliation aux termes de la présente disposition prend effet à l'expiration d'un délai de trente (30) jours après la remise de l'avis de résiliation.
- (c) Si MCA-Morocco ne parvient pas à se conformer à toute décision finale rendue à la suite de la procédure d'arbitrage en application des dispositions de la clause 17 du CCAG. La résiliation aux termes de la présente disposition prend effet à l'expiration d'un délai de trente (30) jours après la remise de l'avis de résiliation.
- (d) Si le présent Contrat est suspendu pendant une période de plus de trois (3) mois consécutifs, à condition que le Consultant se soit conformé à son obligation d'atténuation conformément aux paragraphes 5.2(e) ou (i) du CCAG pendant la période de suspension. La résiliation aux termes de la présente disposition prend effet à l'expiration d'un délai de trente (30) jours après la remise de l'avis de résiliation.

6. Obligations du Consultant

a. Norme de performance

- 6.1 Le Consultant fournit les Services avec la diligence et l'efficacité voulues, et fait montre de compétence et de soin raisonnables dans la prestation desdits Services conformément aux bonnes pratiques professionnelles.
- 6.2 Le Consultant agit à tout moment de manière à protéger les intérêts de MCA-Morocco et prend toutes les mesures raisonnables voulues pour maintenir toutes les dépenses à un niveau minimum conformément aux bonnes pratiques professionnelles.

b. Conformité

- 6.3 Le Consultant fournit les Services conformément au Contrat et à la Législation en vigueur au Maroc.

c. Conflit d'intérêts

- 6.4. Le Consultant défend, avant tout et en permanence, les intérêts de MCA-Morocco et agit sans faire entrer en ligne de compte l'éventualité d'une mission ultérieure et évite scrupuleusement tout conflit d'intérêts avec d'autres missions ou avec les intérêts de sa propre entreprise.
- 6.5 Le Consultant convient que, pendant la durée du présent Contrat et après sa résiliation, le Consultant et toute entité affiliée au Consultant ne peuvent fournir des biens, travaux ou services autres que des services de consultants découlant des Services ou directement liés aux Services du Consultant pour la préparation ou la mise en œuvre du projet.
- 6.6 Le Consultant ne se livre pas, directement ou indirectement, à des activités commerciales ou professionnelles qui seraient incompatibles avec les activités qui lui sont confiées au titre du présent Contrat.
- 6.7 Le Consultant a l'obligation de divulguer toute situation de conflit réel ou potentiel qui le met dans l'impossibilité de servir au mieux l'intérêt de MCA-Morocco, ou qui peut être raisonnablement perçue comme ayant cet effet. La non-divulgaration d'une situation de cette nature peut entraîner la disqualification du Consultant ou la résiliation du Contrat.

7. Confidentialité	7.1	Sauf avec le consentement écrit préalable de MCA-Morocco, le Consultant ne doit, à aucun moment, communiquer à toute personne ou entité, des informations confidentielles obtenues dans le cadre de la fourniture des Services, ou rendre publiques les recommandations formulées dans le cadre de la fourniture des Services ou suite à leur fourniture.
8. Obligation du Consultant de souscrire une assurance	8.1	Le Consultant doit souscrire et maintenir à ses frais une assurance responsabilité professionnelle appropriée et une assurance adéquate contre la responsabilité civile et la perte ou l'endommagement de l'équipement acheté en tout ou en partie avec les fonds fournis par MCA-Morocco. Le Consultant doit s'assurer d'avoir souscrit ces assurances avant le début des Services.
	8.2	MCA-Morocco n'assume aucune responsabilité concernant l'assurance vie, santé, accident, voyage ou toute autre assurance qui peut être nécessaire ou souhaitable pour le Consultant, ni pour les besoins des Services, ni pour toute personne à la charge du Consultant.
	8.3	MCA-Morocco se réserve le droit de demander une preuve originale que le Consultant a souscrit les assurances requises.
9. Comptabilité, inspection et audit	9.1	Le Consultant doit tenir, et faire tous les efforts raisonnables pour tenir, des comptes et dossiers systématiques et précis des Services, sous une forme et suivant un niveau de détail permettant d'identifier clairement les changements pertinents en termes de temps et de coût.
	9.2	Le Consultant doit permettre à la MCC et/ou aux personnes désignées par la MCC d'inspecter le site et/ou tous les comptes et dossiers concernant l'exécution du Contrat, et de faire auditer lesdits comptes et dossiers par des auditeurs désignés par la MCC si la MCC le demande.
10. Obligations de rapport	10.1	Le Consultant doit soumettre à MCA-Morocco les rapports et documents précisés dans l' Appendice A , dans la forme, les nombres et la période énoncés dans ledit Appendice.
11. Droits de propriété de MCA-Morocco sur les rapports et dossiers	11.1	Tous les rapports et les données et informations pertinentes comme les cartes, les diagrammes, les plans, les bases de données, les autres documents et logiciels, les dossiers d'appui ou les documents rassemblés ou préparés par le Consultant pour MCA-Morocco dans le cadre des Services sont

confidentiels et deviennent et demeurent la propriété absolue de MCA-Morocco sauf si MCA-Morocco en convient autrement par écrit. Le Consultant doit, au plus tard avant la résiliation ou l'expiration de ce Contrat, fournir tous ces documents à MCA-Morocco, le tout étant assorti d'un bordereau détaillé. Le Consultant peut conserver une copie des documents, données et/ou logiciels, mais ne doit pas les utiliser pour des besoins qui ne sont pas liés à ce Contrat sans l'approbation écrite préalable de MCA-Morocco.

- a) Le Consultant doit décharger MCA-Morocco de toutes les réclamations, responsabilités, obligations, pertes, dommages, pénalités, actions, jugements, procès, poursuites, revendications, coûts, dépenses et décaissements d'une quelconque nature, qui peuvent être imposés à MCA-Morocco par rapport aux Services ou pendant leur exécution pour i) violation ou supposée violation par le Consultant d'un brevet ou d'un autre droit protégé, ii) plagiat ou supposé plagiat par le Consultant.
- b) Le Consultant doit s'assurer que tous les biens et services (y compris mais sans s'y limiter, le matériel informatique, les logiciels et systèmes) achetés par le Consultant au moyen des fonds de MCA-Morocco ou utilisés par le Consultant dans l'exécution des Services, ne violent ou portent atteinte à une propriété industrielle, à un droit de propriété intellectuelle ou au droit d'une tierce partie.

12. Description du poste du Consultant	12.1	Le titre, la description convenue du poste, la qualification minimum et la période estimée de l'engagement à fournir les Services du Consultant sont définis dans l' Appendice B .
13. Obligation de paiement de MCA-Morocco	13.1	Compte tenu des Services fournis par le Consultant dans le cadre de ce Contrat et réceptionnés par MCA-Morocco, celle-ci doit verser au Consultant les honoraires dus pour les Services précisés dans l' Appendice A et suivant la manière décrite à l'Annexe D – Conditions financières du présent Contrat.
14. Mode de facturation et de paiement	14.1	Les paiements au titre de ce Contrat doivent être effectués conformément aux dispositions sur les paiements décrits dans la sous-clause 13.1 du CCAG.
	14.2	Les paiements ne sont pas synonymes d'acceptation de l'intégralité des Services et ne libèrent pas le Consultant de ses

obligations.

14.3 Il est à noter que, il est procédé lors des paiements, à une retenue à la source (30% pour les Consultants individuels résidents au Maroc et 10 % pour les non-résidents) sur le montant brut des honoraires et des allocations de déplacement. Les allocations de déplacement sont payées forfaitairement au Consultant. Le consultant est toutefois tenu de garder les justificatifs de dépenses de ses déplacements durant une période de 5 ans pour l'audit éventuel par MCA-Morocco ou le bailleur de fonds.

14.5. Le règlement des notes d'honoraires sera effectué dans les trente (30) jours à compter de la date de réception par le Fiscal Agent d'une note d'honoraire valide et correcte libellée au nom de l'« Agence MCA-Morocco » et d'un procès-verbal de réception dûment signé par le Directeur du projet (ou de la personne qui sera désignée par lui) relatif au livrable à payer.

14.6. Le taux d'intérêt à appliquer en cas de retard de paiement est : 1 ‰ par jour calendaire de retard du montant total de la facture hors taxes à condition que le montant de la pénalité ne dépasse 1% du montant de la facture concernée.

15. Intérêts moratoires

15.1 Si MCA-Morocco retarde les paiements au-delà de trente (30) jours après la date de paiement déterminée, des intérêts doivent être versés au Consultant, au taux de 1 ‰ par jour ouvrable de retard du montant total de la facture hors taxes à condition que le montant de la pénalité ne dépasse 1% du montant de la facture concernée.

16. Impôts et redevances

(a) 16.1 À l'exception d'exonérations fiscales consenties en vertu du Compact ou d'un autre accord lié au Compact, disponible en anglais à l'adresse www.mcamorocco.ma , le Consultant peut être soumis à certaines Taxes, ainsi que définies dans le Compact, sur les montants à acquitter par MCA-Morocco au titre du présent Contrat conformément à la Législation applicable (maintenant ou ci-après en vigueur). Le Consultant acquitte toutes les Taxes imposées en vertu de la Législation applicable. En aucun cas MCA-Morocco n'est responsable du paiement ou du remboursement de Taxes. Dans le cas où des Taxes sont imposées au Consultant, le Prix d'adjudication ne doit pas être modifié pour prendre en compte lesdites Taxes.

(b) Sans préjudice des droits du Consultant en vertu de la présente clause, le Consultant prendra les mesures raisonnables requises

par MCA-Morocco ou le Gouvernement en ce qui concerne la détermination du statut fiscal décrit dans la présente clause 16 du CCAG.

- (c) Si le Consultant est tenu de payer des Taxes qui sont exonérées en vertu du Compact ou d'un accord connexe, le Consultant notifie promptement MCA-Morocco (ou tout agent ou représentant désigné par MCA-Morocco) de toute Taxe payée, et le Consultant coopère avec MCA-Morocco, la MCC ou l'un de leurs agents ou représentants, et prend les mesures qui peuvent être requises par MCA-Morocco, la MCC ou l'un de leurs agents ou représentants, en demandant le remboursement rapide et adéquat des Taxes en question.
- (d) MCA-Morocco veille de manière raisonnable à ce que le Gouvernement accorde au Consultant les exonérations d'impôt applicables au Consultant, conformément aux termes du Compact ou des accords connexes. Si MCA-Morocco ne s'acquitte pas de ses obligations au titre du présent paragraphe, le Consultant a le droit de résilier le présent Contrat.

17. Règlement des différends à l'amiable

- 17.1 Les Parties doivent chercher à résoudre tout litige à l'amiable par consultation mutuelle.

18. Règlement des différends

- 18.1. A défaut d'un règlement amiable dans les 30 jours suivant la notification du différend par l'une des parties à l'autre, le litige sera tranché par voie d'arbitrage conformément à la loi marocaine n°08-05.

Les parties conviennent de recourir à l'arbitrage ad hoc assuré par un arbitre unique choisi d'un commun accord des parties. A défaut d'un tel accord, l'arbitre sera désigné par le Tribunal compétent sur requête de la partie la plus diligente.

La langue d'arbitrage est le français.

La sentence arbitrale est définitive et obligatoire. Nonobstant toute référence à l'arbitrage visé dans la présente Lettre d'invitation, les Parties continuent de remplir leurs obligations respectives en vertu du Contrat.

- 18.2 La MCC a le droit d'assister en tant qu'observateur à toute procédure d'arbitrage relative au présent Contrat, à sa seule discrétion, mais pas l'obligation de participer à une procédure d'arbitrage quelconque. Que la MCC soit un observateur ou pas d'un arbitrage relatif au présent Contrat, les Parties doivent

fournir à la MCC des transcriptions écrites en anglais de toute procédure ou audience d'arbitrage et une copie de la sentence motivée dans les dix (10) jours suivant a) chaque procédure ou audience ou b) la date à laquelle une telle sentence est rendue. La MCC peut faire valoir ses droits en vertu du présent Contrat dans le cadre d'un arbitrage mené conformément à la présente disposition ou en intentant une action devant tout tribunal compétent. L'acceptation par la MCC du droit d'assister en tant qu'observateur à l'arbitrage ne constitue pas un consentement à la compétence des tribunaux ou de tout autre organe d'une juridiction ou à la compétence d'un groupe spécial d'arbitrage.

Annexe 1 : Politique de la MCC – Fraude et Corruption

La Politique de la MCC sur la prévention, la détection et la répression de la fraude et de la corruption est disponible à l'adresse suivante:

<https://www.mcc.gov/resources/doc/policy-fraud-and-corruption>

Annexe 2 : Politique de la MCC – Annexe aux Dispositions générales

Les Dispositions générales de la politique de la MCC sont disponibles à l'adresse :

<https://www.mcc.gov/resources/doc/annex-of-general-provisions>

APPENDICES

APPENDICE A – DESCRIPTION DES SERVICES ET RAPPORTS

APPENDICE B – CURRICULUM VITAE DU CONSULTANT

APPENDICE C – COORDONNEES BANCAIRES DU CONSULTANT

APPENDICE D – CONDITIONS FINANCIERES

INSERER LE PLAN DE PAIEMENT ET REMISE DES LIVRABLES